

Communiqué de presse sur les Centres fermés

Le premier centre fermé du secteur associatif pour jeunes filles de 14 à 17 ans vient d'ouvrir à Lusigny dans l'Allier. Ce centre, géré par une obscure association émanant d'un club sportif de rugby, est habilité par la Chancellerie et reçoit pleinement le soutien du Garde des Sceaux, Dominique Perben.

Or, le projet « éducatif » élaboré dans ce centre ainsi que le règlement intérieur ont de quoi indigner les professionnels de l'éducation : les jeunes filles devront "s'identifier positivement à des rôles féminins" à travers des cours de chant, de coiffure ou de composition florale, elles devront "avoir une sexualité saine", elles seront privées de tout contact avec leur famille et n'auront pas le droit d'écouter individuellement de la musique. On retrouve dans l'ensemble de ces termes les stéréotypes machistes qui cantonnent les jeunes filles et les femmes à un certain type de rôle social.

En outre, la fiche de renseignements les concernant devrait indiquer le tour de taille et de poitrine et un test de grossesse suivi d'un examen gynécologique seraient obligatoires lors de l'admission, ce qui constituerait une infraction à la loi régissant les droits des usagers en matière de santé, et une réelle remise en cause des acquis concernant les droits des femmes.

Deux syndicats ont déjà dénoncé le règlement des centres fermés : le SNPES-PJJ/FSU et le Syndicat de la Magistrature.

Le Collectif National pour les Droits des Femmes a régulièrement condamné les politiques sécuritaires à l'encontre de la jeunesse. Le contenu coercitif et sexiste du projet de service de ce centre fermé, reposant sur une conception archaïque du rôle et de la place des femmes dans notre société, nous renforce dans notre opposition à ce type de structure.

Il faut que le gouvernement abandonne ces projets de centres fermés.

Nous appelons toutes les associations et organisations soucieuses d'une éducation non sexiste à dénoncer ce type de structure basée sur la privation de liberté et véhiculant une conception purement sexiste de la prise en charge des jeunes filles.

Paris, le 28 mars 2003

Collectif National pour les Droits des Femmes
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
Tél : 01 43 56 36 48
email : colcadac@club-internet.fr